

AGENCE  
DE MOBILITÉ  
DURABLE  
MONTRÉAL

**Procédure portant sur la réception et l'examen  
des plaintes formulées dans le cadre de  
l'adjudication ou l'attribution d'un contrat**

# Procédure portant sur la réception et l'examen des plaintes formulées dans le cadre de l'adjudication ou l'attribution d'un contrat

---

## Table des matières

1.	Définitions .....	3
2.	Objectif de la procédure .....	3
3.	Champ d'application.....	3
4.	Plainte formulée à l'égard d'un processus d'adjudication .....	4
5.	Manifestation d'intérêts et plaintes formulées à l'égard d'un processus d'attribution.....	6
6.	Processus de qualification de fournisseurs ou d'homologation de biens .....	8
7.	Entrée en vigueur et accessibilité .....	8

# Procédure portant sur la réception et l'examen des plaintes formulées dans le cadre de l'adjudication ou l'attribution d'un contrat

---

## 1. Définitions

Dans le présent document, les expressions ou les mots suivants signifient :

### 1.1 Agence

Signifie l'Agence de mobilité durable.

### 1.2 Contrat visé

Contrat pour l'exécution de travaux ou pour la fourniture d'assurance, de matériel, de matériaux ou de services, incluant les services professionnels que l'Agence peut conclure comportant une dépense supérieure au seuil d'appel d'offres à la suite d'une demande de soumissions publique.

### 1.3 Processus d'adjudication

Tout processus de demande de soumissions publiques en cours devant mener à l'adjudication d'un contrat visé.

### 1.4 Processus d'attribution

Tout processus visant à attribuer de gré à gré un contrat visé avec un fournisseur qui est le seul en mesure de fournir les matériaux, le matériel ou les services demandés, conformément à l'article 573.3.0.0.1 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19, ci-après, « LCV »).

### 1.5 Responsable désigné

Personne chargée de l'application de la présente procédure ou toute personne désignée par l'Agence pour agir comme son remplaçant.

### 1.6 SEAO

Système électronique d'appel d'offres visé par l'article 11 de la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, c. C-65.1).

### 1.7 Seuil d'appel d'offres

La valeur du contrat au-delà duquel un appel d'offres public est requis conformément à la LCV. Le seuil d'appel d'offres au moment de l'adoption de cette politique est de 105 700 \$.

## 2. Objectif de la procédure

La présente procédure vise à assurer un traitement équitable des plaintes formulées auprès de l'Agence dans le cadre d'un processus d'adjudication ou d'attribution d'un contrat visé, et ce, conformément à la loi.

## 3. Champ d'application

L'application de la présente procédure est confiée au Directeur – Sécurité et services auxiliaires.

Cette personne est responsable de recevoir les plaintes de même que les manifestations d'intérêt, de faire les vérifications et analyses qui s'imposent et d'y répondre dans les délais requis par la *Loi sur l'Autorité des marchés publics* (RLRQ, c. A-33.2.1, ci-après, « LAMP »).

# Procédure portant sur la réception et l'examen des plaintes formulées dans le cadre de l'adjudication ou l'attribution d'un contrat

---

## 4. Plainte formulée à l'égard d'un processus d'adjudication

### 4.1 Intérêt requis pour déposer une plainte

Peut porter plainte relativement à ce processus seule une personne intéressée ou un groupe de personnes intéressées à participer à un processus d'adjudication, de qualification d'entreprises ou d'homologation en cours ou son représentant qui a l'intention de réaliser le contrat et la capacité de le faire.

### 4.2 Motifs au soutien d'une plainte

Une personne intéressée ou un groupe de personnes intéressées à participer au processus d'adjudication, de qualification d'entreprise ou d'homologation ou son représentant peut porter plainte relativement à ce processus lorsqu'elle considère que les documents d'appel d'offres public:

- Prévoient des conditions qui n'assurent pas un traitement intègre ou équitable des concurrents; ou
- Prévoient des conditions qui ne permettent pas à des concurrents d'y participer bien qu'ils soient qualifiés pour répondre aux besoins exprimés; ou
- Prévoient des conditions qui ne sont pas conformes au cadre normatif de l'Agence.

### 4.3 Modalités et délai de transmission d'une plainte

Toute plainte doit être transmise par voie électronique au responsable désigné à l'adresse courriel suivante : [plaintesAOP@agencemobilitedurable.ca](mailto:plaintesAOP@agencemobilitedurable.ca).

Elle doit être présentée sur le formulaire déterminé par l'Autorité des marchés publics (« AMP ») disponible sur son site Internet.

Elle doit être reçue par le responsable désigné au plus tard à la date limite de réception des plaintes indiquée dans le SEAO.

### 4.4 Contenu d'une plainte

Une plainte doit contenir les informations suivantes :

- Date;
- Identification et coordonnées du plaignant :
  - nom
  - adresse
  - numéro de téléphone
  - adresse courriel
- Identification de la demande de soumissions visée par la plainte :
  - numéro de la demande de soumissions
  - numéro de référence SEAO
  - titre

## Procédure portant sur la réception et l'examen des plaintes formulées dans le cadre de l'adjudication ou l'attribution d'un contrat

---

- Exposé détaillé des motifs au soutien de la plainte;
- Le cas échéant, tout document pertinent au soutien des motifs de la plainte;
- Toute autre information requise dans le formulaire déterminé par l'AMP.

### 4.5 Critères de recevabilité d'une plainte

Pour qu'une plainte puisse faire l'objet d'un examen par le responsable désigné, elle doit remplir les conditions suivantes :

- Être transmise par une personne intéressée au sens de l'article 4.1;
- Être transmise par voie électronique au responsable désigné;
- Être présentée sur le formulaire déterminé par l'AMP en vertu de l'article 45 de la LAMP;
- Être reçue par le responsable désigné au plus tard à la date limite de réception des plaintes indiquée dans le SEAO;
- Porter sur un contrat visé;
- Porter sur le contenu des documents d'appel d'offres public disponibles dans le SEAO au plus tard deux (2) jours avant la date limite de réception des plaintes;
- Être fondée sur l'un des motifs énumérés à l'article 4.2 de la présente procédure, tout autre motif n'étant pas considéré dans le cadre de l'analyse.

### 4.6 Réception et traitement d'une plainte

Sur réception d'une plainte, le responsable désigné procède à l'examen de celle-ci conformément à la présente disposition. Il s'assure de l'intérêt du plaignant au sens de l'article 4.1.

Après s'être assuré de l'intérêt du plaignant, il fait mention sans délai dans le SEAO de la réception d'une première plainte. Il s'assure que les autres critères de recevabilité prévus à l'article 4.5 sont rencontrés.

Il convient, avec le responsable de l'appel d'offres ou avec le service requérant, des vérifications qui doivent être effectuées afin d'analyser le bien-fondé des motifs allégués dans la plainte.

Dans le cadre du traitement de la plainte, le responsable désigné peut s'adjoindre les services de ressources externes.

Il doit, lorsque les vérifications et analyses effectuées démontrent que la plainte est fondée, accepter la plainte et prendre les mesures appropriées pour y donner suite. Dans le cas contraire, il doit rejeter la plainte.

### 4.7 Décision

Le responsable désigné doit transmettre la décision au plaignant par voie électronique après la date limite de réception des plaintes indiquée dans le SEAO, mais au plus tard trois (3) jours avant la date limite de réception des soumissions prévue. Au besoin, la date limite de réception des soumissions est repoussée. Ce nouveau délai est publié dans le SEAO.

## Procédure portant sur la réception et l'examen des plaintes formulées dans le cadre de l'adjudication ou l'attribution d'un contrat

---

Dans les cas où plus d'une plainte pour une même demande de soumissions sont reçues, le responsable transmet les décisions au même moment.

Au besoin, le responsable désigné reporte la date limite de réception des soumissions pour qu'un délai minimal de sept (7) jours reste à courir à compter de la date de transmission de la décision. Ce nouveau délai est publié dans le SEAO.

La décision doit indiquer au plaignant qu'il dispose d'un délai de trois (3) jours suivant la réception de la décision pour formuler, conformément à l'article 37 de la LAMP, une plainte auprès du Bureau de l'Inspecteur Général de Montréal.

Le responsable désigné fait mention sans délai de la transmission de la décision dans le SEAO.

### 5. Manifestation d'intérêts et plaintes formulées à l'égard d'un processus d'attribution

#### 5.1 Motif au soutien d'une manifestation d'intérêt

Une personne peut manifester son intérêt à l'égard d'un contrat faisant l'objet d'un avis d'intention lorsqu'elle considère être en mesure de réaliser le contrat en fonction des besoins et des obligations énoncés dans cet avis publié dans le SEAO.

#### 5.2 Modalité et délai de transmission d'une manifestation d'intérêt

Toute plainte doit être transmise par voie électronique au responsable désigné à l'adresse courriel suivante : [plaintesAOP@agencemobilitedurable.ca](mailto:plaintesAOP@agencemobilitedurable.ca).

Elle doit être reçue par le responsable désigné au plus tard à la date limite fixée dans l'avis d'intention publié dans le SEAO.

#### 5.3 Contenu d'une manifestation d'intérêt

La manifestation d'intérêt doit contenir les informations suivantes :

- Date;
- Identification de la personne intéressée à conclure le contrat avec l'Agence :
  - nom
  - adresse
  - numéro de téléphone
  - adresse courriel
- Identification de l'avis d'intention publié dans le SEAO :
  - numéro de contrat
  - numéro de référence SEAO
  - titre
- Exposé détaillé et documentation démontrant que la personne est en mesure de réaliser le contrat en fonction des besoins et des obligations énoncés dans l'avis d'intention.

# Procédure portant sur la réception et l'examen des plaintes formulées dans le cadre de l'adjudication ou l'attribution d'un contrat

---

## 5.4 Critères d'admissibilité d'une manifestation d'intérêt

Pour qu'une manifestation d'intérêt puisse faire l'objet d'un examen par le responsable désigné, elle doit remplir les conditions suivantes:

- a) Être transmise par voie électronique au responsable désigné;
- b) Être reçue par le responsable désigné au plus tard à la date limite fixée dans l'avis d'intention publié dans le SEAO;
- c) Porter sur un contrat visé;
- d) Être fondée sur le seul motif énuméré à l'article 5.1 de la présente procédure.

## 5.5 Réception et traitement de la manifestation d'intérêt

Sur réception d'une manifestation d'intérêt, le responsable désigné procède à l'examen et à l'analyse de celle-ci conformément à la présente disposition.

Il s'assure que les critères d'admissibilité prévus à l'article 5.4 sont rencontrés.

Il convient, avec le responsable du contrat ou le service requérant concerné par l'avis d'intention, des vérifications qui doivent être effectuées afin de s'assurer de la capacité de la personne à réaliser le contrat en fonction des besoins et des obligations énoncés dans cet avis.

Dans le cadre du traitement de la manifestation d'intérêt, le responsable désigné peut s'adjoindre les services de ressources externes.

Le responsable désigné doit, lorsque les vérifications et analyses effectuées démontrent que la personne est en mesure de réaliser le contrat, accepter la manifestation d'intérêt et recommander de ne pas conclure le contrat de gré à gré. Dans le cas contraire, le responsable désigné recommande de poursuivre le processus d'attribution avec le fournisseur unique.

## 5.6 Décision

Le responsable désigné doit transmettre la décision à la personne qui a manifesté son intérêt par voie électronique au moins sept (7) jours avant la date prévue dans l'avis d'intention pour la conclusion du contrat.

Si ce délai ne peut être respecté, la date de conclusion du contrat doit être reportée d'autant de jours qu'il en faut pour le respecter.

La décision doit indiquer à la personne qui a manifesté son intérêt qu'il dispose d'un délai de trois (3) jours suivant la réception de la décision pour formuler, conformément à l'article 38 de la LAMP, une plainte auprès du *Bureau de l'Inspecteur Général de Montréal*.

# Procédure portant sur la réception et l'examen des plaintes formulées dans le cadre de l'adjudication ou l'attribution d'un contrat

---

## 6. Processus de qualification de fournisseurs ou d'homologation de biens

Les dispositions de l'article 4 de la présente procédure s'appliquent à un processus d'homologation de biens et à un processus de qualification de fournisseurs, de prestataires de services ou d'entrepreneurs, avec les adaptations nécessaires.

## 7. Entrée en vigueur et accessibilité

La présente procédure entre en vigueur le 4 octobre 2019.

L'Agence rend la présente procédure accessible en tout temps conformément à l'article 573.3.1.3 de la LCV en la publiant sur son site Internet.

Historique des versions :

1<sup>er</sup> janvier 2021, 4 octobre 2019.